

Rapports et enquêtes du Centre de Justice:

# Orientation pour les individus et les familles



**Justice Center for the  
Protection of People  
with Special Needs**

161 Delaware Avenue, Delmar, New York 12054  
1-800-624-4143  
[www.justicecenter.ny.gov](http://www.justicecenter.ny.gov)

## VISION

Les personnes ayant des besoins spéciaux doivent être protégées contre les abus, la négligence et la maltraitance. Cet objectif sera atteint en veillant à ce que l'État maintienne les normes les plus élevées du pays en matière de santé, de sécurité et de dignité, et en soutenant les hommes et les femmes dévoués qui fournissent des services.

## MISSION

Le centre de justice s'engage à soutenir et à protéger la santé, la sécurité et la dignité de toutes les personnes ayant des besoins spéciaux et des handicaps en défendant leurs droits civils, en prévenant les mauvais traitements et en enquêtant sur toutes les allégations d'abus et de négligence afin que des mesures appropriées soient prises.

## VALEURS ET PRINCIPES D'ORIENTATION

### Intégrité

Le centre de justice estime que toutes les personnes ayant des besoins spéciaux méritent d'être traitées avec respect et que leurs droits doivent être protégés.

### Qualité

Le centre de justice s'engage à fournir des services de qualité supérieure et à veiller à ce que les personnes ayant des besoins spéciaux reçoivent des soins de qualité.

### Responsabilité

Le centre de justice comprend que la responsabilité envers les personnes que nous servons et le public est primordiale.

### Education

Le centre de la justice estime que la sensibilisation, la formation et la promotion des meilleures pratiques sont essentielles pour faire évoluer les systèmes.

### Collaboration

La protection des personnes ayant des besoins spéciaux est une responsabilité partagée, et le centre de justice réussit parce qu'il travaille avec les agences, les prestataires, les personnes qui fournissent des services directs, et les personnes ayant des besoins spéciaux pour prévenir les abus et la négligence.

## **JURIDICTION**

Le centre de justice supervise les installations et les programmes au sein des systèmes de six agences de surveillance de l'État.

### **Bureau pour les personnes souffrant de troubles du développement (OPWDD)**

- Les établissements et les programmes qui sont gérés, certifiés ou autorisés par l'OPWDD.

### **Bureau de la santé mentale (OMH)**

- Les établissements et les programmes qui sont gérés, certifiés ou autorisés par l'OMH.

### **Bureau des services de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies (OASAS)**

- Les établissements et les organismes fournisseurs qui sont exploités, certifiés ou agréés par l'OASAS.

### **Bureau des services de l'enfance et de la famille (OCFS)**

- Installations et programmes gérés par l'OCFS pour les jeunes placés sous la garde du commissaire de l'OCFS.
- Établissements résidentiels accueillant des enfants abandonnés, maltraités, négligés ou dépendants, des personnes nécessitant une surveillance ou des jeunes.
- Foyers de type familial pour adultes
- Programmes pour jeunes fugueurs et sans-abri certifiés par l'OCFS
- Centres de détention pour jeunes certifiés par l'OCFS

### **Département de la santé (DOH)**

- Les établissements de soins pour adultes agréés par le DOH qui comptent plus de 80 lits, dont au moins 25 % des résidents sont des personnes atteintes de maladies mentales graves et dont moins de 55 % des lits sont désignés comme des lits de programme d'aide à la vie quotidienne.
- Camps de nuit, d'été, de jour et camps d'été itinérants pour enfants souffrant de troubles du développement, sous la juridiction du DOH.

### **Département de l'éducation de l'État (SED)**

- Ecole pour aveugles de l'État de New York
- Ecole pour les sourds de l'État de New York
- Ecoles subventionnées par l'État (4201), qui ont une composante résidentielle

- Districts scolaires à loi spéciale
- Les pensionnats privés de l'État approuvés par le SED pour les services ou les programmes d'éducation spéciale.
- Les pensionnats ou établissements situés en dehors de l'État de New York qui accueillent des résidents de l'État de New York.



## NOTRE OBJECTIF

L'objectif du centre de justice est de prévenir les mauvais traitements à l'égard des personnes ayant des besoins spéciaux et de veiller à ce que toutes les allégations d'abus et/ou de négligence fassent l'objet d'une enquête approfondie. Le centre de justice enquête, le centre de justice enquête, examine et rend des conclusions sur les allégations d'abus et/ou de négligence de la part du personnel - y compris les employés, les bénévoles, les stagiaires, les consultants ou les entrepreneurs - à l'encontre des personnes qui reçoivent des services. Le centre de justice ne procède pas à des interrogatoires, des arrestations ou des poursuites judiciaires à l'encontre de personnes bénéficiant de services.

Ce document explique le processus de signalement et d'enquête et comment obtenir des informations supplémentaires si vous, ou un membre de votre famille, êtes impliqué dans une enquête du centre de justice en tant que victime ou témoin.

## FAIRE UN RAPPORT

### Qui peut signaler une allégation d'abus et/ou de négligence ?

Toute personne - y compris un parent, un défenseur ou un tuteur - peut faire un rapport à la ligne d'assistance du Registre central des personnes vulnérables (VPCR) lorsqu'elle sait ou a des raisons de croire qu'une personne ayant des besoins spéciaux a été maltraitée, négligée ou maltraitée.

Certaines personnes sont tenues de faire un rapport au VPCR. Il s'agit notamment du personnel des organismes fournisseurs et des professionnels des services sociaux qui, de par la nature de leur travail, doivent signaler les allégations d'abus et/ou de négligence.

### Puis-je savoir qui a signalé un cas à la ligne d'assistance téléphonique de VPCR ?

Le Centre de Justice ne peut pas divulguer le(s) nom(s) de la(des) personne(s) qui a(ont) fait le signalement à la ligne d'assistance VPCR ou le(s) nom(s) de toute(s) personne(s) ayant coopéré à l'enquête.

### Que se passe-t-il après un signalement ?

Un représentant du centre d'appels déterminera d'abord si une intervention d'urgence est nécessaire et/ou si la personne bénéficiant des services est en danger ou a besoin d'une assistance immédiate. S'il s'agit d'une situation d'urgence le représentant du centre d'appels demandera à l'appelant de raccrocher et de composer le 9-1-1. Le déclarant doit ensuite rappeler pour compléter le rapport une fois que la situation d'urgence a été réglée.

Une fois le rapport terminé, l'agent fournira un numéro de confirmation, également connu sous le nom de numéro d'incident.

**“Le "Registre central des personnes vulnérables (VPCR)"** est une ligne d'assistance téléphonique gratuite et un système de signalement des incidents pour les allégations d'abus et de négligence, disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

1-855-373-2122

Pour les utilisateurs de relais, veuillez composer le 7-1-1.

## ADMISSION

Un représentant du centre d'appels formé recueille les informations du déclarant et un numéro d'incident est attribué. Les lois sur la confidentialité protègent les déclarants. L'appel est enregistré.

---

## CLASSIFICATION

**L'incident est ensuite classé.**

**A signaler:**

- Abus et/ou négligence
- Incident significatif

**Non-déclarable:**

- Enquête générale
  - Ne relève pas de la compétence du centre de justice
- 

## AFFECTATION

L'incident est ensuite attribué à l'entité appropriée pour enquête ou examen. Le centre de justice mène des enquêtes sur les incidents de mauvais traitements et/ou de négligence en fonction de leur gravité et/ou du contexte, ainsi que sur les décès.

Les incidents moins graves peuvent être délégués à l'**agence de surveillance de l'État** appropriée, qui peut ensuite déléguer à l'agence fournisseur.

Une "agence de surveillance de l'État" délivre une licence, exploite ou certifie le fournisseur.



## Quels sont les différents types de classifications?

### **Abus:**

Les abus peuvent être physiques, sexuels ou psychologiques. Il peut également s'agir d'un usage abusif délibéré de la contrainte ou de l'obstruction d'une enquête.

### **Négligence:**

La négligence consiste à ne pas fournir de supervision, de nourriture, de vêtements, de logement, de soins de santé ou d'accès à l'éducation adéquats.

### **Incident significatif:**

Un incident significatif a le potentiel de causer un préjudice à la santé, à la sécurité ou au bien-être d'une personne recevant des services.

## PENDANT L'ENQUÊTE

### Qui peut être interrogé au cours d'une enquête?

Les enquêteurs interrogeront les personnes qui reçoivent des services et qui peuvent avoir été victimes ou témoins, ainsi que d'autres personnes qui ont été témoins ou qui peuvent avoir des informations sur un incident. Les enquêteurs interrogeront les personnes (par exemple, un employé, un bénévole, un stagiaire, un consultant, un entrepreneur) qui sont censées avoir commis l'acte de violence ou de négligence.

### À quoi dois-je m'attendre si je suis interrogé en tant que victime ou témoin?

L'objectif de l'entretien est d'apprendre ce que vous savez sur ce qui s'est passé. Vous serez informé du lieu, de la date et de l'heure de l'entretien. Votre entretien est volontaire et vous pouvez prendre des pauses pendant l'entretien. Vous devez faire savoir à l'enquêteur si vous avez besoin d'une mesure d'adaptation pendant l'entretien ou si vous ne comprenez pas quelque chose qui vous est dit.

Dans le cadre du processus d'enquête, les enquêteurs recueillent du matériel et des documents. Les enquêteurs peuvent demander à voir des objets personnels s'ils sont nécessaires pour mener à bien l'enquête.

### Comment puis-je savoir si je suis identifié comme une victime?

Si vous êtes identifié comme victime dans une allégation de mauvais traitements ou de négligence, l'établissement ou le programme vous en informera dans les 24 heures. Vous recevrez un numéro de confirmation de la part de la VPCR. Veuillez utiliser ce numéro si vous avez des informations supplémentaires concernant le rapport ou si vous cherchez à obtenir des informations du Centre de justice concernant le rapport.

Un « **sujet** » fait référence à la personne nommée dans l'allégation comme ayant commis l'acte de violence et/ou de négligence.

Seul le personnel peut être considéré comme sujet.

## **Les parents, responsables ou représentants personnels de la victime présumée reçoivent-ils une notification lorsqu'un signalement a été effectué ?**

Oui. Le programme ou l'organisme fournisseur informe le responsable légal ou le représentant personnel après que le programme ou le fournisseur a appris qu'une allégation a été signalée à la ligne d'assistance VPCR. De plus, on peut demander au responsable légal ou au représentant personnel s'il possède des renseignements sur les moyens les plus efficaces de communiquer avec le bénéficiaire du service et de soutenir le processus d'entrevue.

## **Que se passe-t-il pendant une enquête?**

Un enquêteur est chargé de mener l'enquête. En fonction de la gravité et du contexte de l'allégation, l'enquête sera menée par le Justice Center, l'organisme de surveillance de l'État ou le prestataire. Une fois l'enquête terminée - quelle que soit la personne qui l'a menée - le Centre de Justice examine l'enquête. À la fin du processus d'examen, les allégations sont corroborées ou non par le Centre de Justice.

## **Comment un parent, un responsable ou une autre personne légalement responsable d'une personne peut-elle connaître les résultats d'une enquête?**

Le parent, le responsable ou toute autre personne légalement responsable d'un bénéficiaire de services sera informé par écrit par le Centre de Justice des résultats de l'enquête. Une lettre de détermination sera envoyée à la fin de l'enquête indiquant si les allégations d'abus et/ou de négligence sont fondées ou non. Les conclusions de toutes les enquêtes sont conservées dans le Registre central des personnes vulnérables (VPCR).

Les responsables légaux peuvent également demander des informations supplémentaires une fois que la détermination a été finalisée. Les rapports fournis seront expurgés afin de supprimer les informations confidentielles et d'identification personnelle. En raison de la nature sensible et confidentielle de l'information et de la difficulté de vérifier l'identité de l'appelant, les détails du rapport lui-même et les informations d'enquête supplémentaires ne peuvent être divulgués par téléphone.

## Qu'est-ce que la loi de Jonathan ?

Les établissements exploités, autorisés ou certifiés par l'Office pour les personnes ayant une déficience intellectuelle (OPWDD), le Bureau de la santé mentale (OMH) et le Bureau des services d'alcoolisme et de toxicomanie (OASAS) doivent avertir et informer par téléphone les parents, les frères et sœurs et les tuteurs légaux des enfants et des adultes recevant des services des accidents ou des blessures. La loi permet également aux personnes qualifiées d'accéder à certains documents relatifs à ces incidents. Pour plus d'informations sur ce processus :

[www.justicecenter.ny.gov/resources/brochures/jonathans-law](http://www.justicecenter.ny.gov/resources/brochures/jonathans-law)

### **“Les personnes qualifiées ” sont définies dans la loi Jonathan comme suit :**

- Les parents ou autres responsables légaux de patients mineurs ;
- Les parents, les responsables légaux, les conjoints, les frères et sœurs ou les enfants adultes des patients adultes qui sont légalement autorisés à prendre des décisions en matière de soins de santé au nom du patient adulte ; ou
- Les patients adultes qui n'ont pas été déclarés juridiquement incapables par un tribunal.

## Que se passe-t-il pendant une affaire pénale ?

Le bureau du procureur spécial aide à coordonner l'enquête et dirige les poursuites dans les cas d'abus et de négligence criminels où la conduite présumée atteint le niveau d'une infraction criminelle. Une équipe de procureurs spéciaux et d'enquêteurs du Centre de justice travaillent ensemble pour rassembler les preuves à l'appui d'une arrestation, déposer des accusations criminelles formelles et obtenir une condamnation ou un plaidoyer afin de s'assurer que la justice est rendue.

Les enquêtes criminelles comprennent généralement des entretiens avec les victimes et les témoins. De plus, le Centre de Justice travaille avec les procureurs locaux et les agences de maintien de l'ordre afin de poursuivre les

affaires criminelles. Si des poursuites sont engagées par le Centre de justice, la coordination des services aux victimes sera assurée par l'Unité de soutien aux personnes et aux familles en collaboration avec l'Unité des poursuites.

## UNE FOIS L'ENQUÊTE TERMINÉE

### Quelles sont les déterminations possibles de l'enquête?

Les allégations sur les abus et/ou la négligence sont déterminées comme étant fondées ou non fondées.

Les allégations peuvent être fondées si l'enquête sur les abus et/ou la négligence détermine qu'il y a une prépondérance de preuves à l'appui de l'allégation. La prépondérance de la preuve signifie qu'un examen de la preuve montre qu'il est plus probable qu'improbable que l'abus et/ou la négligence se soit produit. Les rapports fondés d'abus et/ou de négligence sont classés dans l'une des quatre catégories suivantes en fonction de leur gravité. Les rapports non fondés sont immédiatement mis sous scellés. Un rapport non fondé n'exclut pas d'autres conséquences, y compris des mesures disciplinaires.

### CATÉGORIES DE RÉSULTATS EN UN COUP D'ŒIL

**CATÉGORIE 1:** Abus physique grave, abus sexuel ou autre comportement grave de la part d'un sujet. Une justification de catégorie 1 place le sujet sur la liste d'exclusion du personnel (SEL). Elle inclut également les sujets ayant un deuxième cas de comportement de catégorie 2 survenu dans les trois ans suivant une décision antérieure de catégorie 2. Les sujets inscrits sur la SEL restent sur la liste pour toujours.

**CATÉGORIE 2:** Un sujet met en danger de manière significative la santé, la sécurité ou le bien-être d'un bénéficiaire de services en commettant un acte de violence et/ou de négligence. Les infractions de catégorie 2 sont scellées après cinq ans.

**CATÉGORIE 3:** Incidents moins graves d'abus et/ou de négligence. Les rapports sont scellés après cinq ans.

**CATÉGORIE 4:** Les conditions d'un programme ou d'un établissement exposent les personnes recevant des services à un préjudice ou à un risque de préjudice. La catégorie 4 comprend également les cas où il a été prouvé qu'une personne recevant des services a été victime de mauvais traitements ou de négligence, mais où l'auteur ne peut être identifié.

## **Pourquoi une allégation d'abus et/ou de négligence serait-elle considérée comme "non fondée" ?**

Une allégation peut être considérée comme "non fondée" pour diverses raisons. Il se peut qu'il n'y ait pas suffisamment de preuves pour confirmer qu'un incident de violence ou de négligence s'est produit ou qu'une personne en particulier n'a pas été jugée responsable de l'incident. Une conclusion non fondée n'empêche pas d'autres conséquences qui peuvent inclure des mesures disciplinaires à l'égard de l'employé, une supervision supplémentaire, une formation ou d'autres mesures correctives.

## **Qui prend la décision sur les conclusions de l'enquête ?**

Le Centre de Justice détermine de manière définitive si une allégation d'abus et/ou de négligence est fondée et, si elle est fondée, le niveau de la catégorie. Le Centre de Justice émettra une conclusion fondée ou non fondée pour chaque allégation associée à toute personne concernée.

## **Comment puis-je connaître les résultats d'une enquête ?**

Si vous êtes la victime, une lettre de conclusions (appelée "lettre de détermination") vous sera envoyée, à vous ou à votre représentant personnel. À la même date, le Centre de Justice informera le directeur de votre établissement ou de votre programme, l'organisme de surveillance de l'État qui délivre la licence ou la certification de votre établissement ou de votre programme, et la ou les personnes concernées (par exemple, un employé, un bénévole, un stagiaire, un consultant, un entrepreneur) du résultat de l'enquête. Ces mêmes parties sont informées si l'allégation est fondée ou non. Si vous êtes interrogé en tant que témoin, ou si vous êtes le représentant personnel ou le tuteur d'un témoin, vous ne recevrez pas d'informations sur les conclusions de l'enquête.

## **Que signifie la notification d'un "appel" ?**

Les personnes concernées (par exemple, un employé, un bénévole, un stagiaire, un consultant, un entrepreneur) par un rapport fondé d'abus et/ou de négligence ont le droit de contester les conclusions et doivent le faire dans les 40 jours suivant la réception de ces conclusions. Tout rapport fondé peut être contesté, quelle que soit la détermination de la catégorie. Les représentants personnels des bénéficiaires de services seront informés si un sujet poursuit la procédure d'appel. Une notification sera également envoyée après la procédure d'appel, indiquant les conclusions. Pour plus d'informations sur le processus d'appel pour les sujets, veuillez consulter la Foire aux questions pour le processus d'appel administratif : [www.justicecenter.ny.gov/investigations-prosecution/adjudication/admin-appeals-faq](http://www.justicecenter.ny.gov/investigations-prosecution/adjudication/admin-appeals-faq)



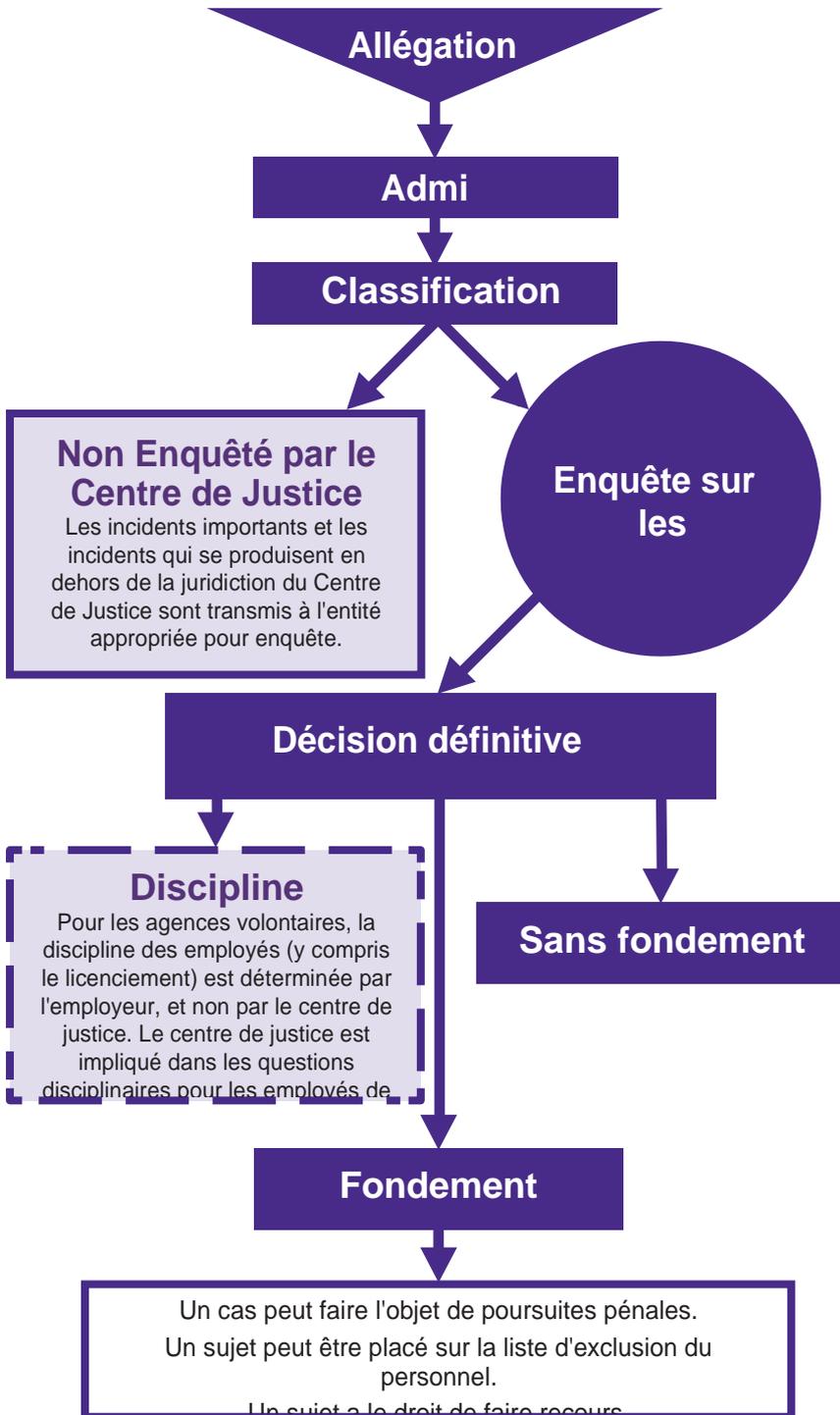
### **Que se passe-t-il avec le personnel reconnu responsable d'une infraction de catégorie 1 ?**

Le centre de justice tient un registre à l'échelle de l'État, appelé liste d'exclusion du personnel (SEL), qui contient les noms des personnes (par exemple, un employé, un bénévole, un stagiaire, un consultant, un entrepreneur) reconnues responsables d'infractions de catégorie 1, qui comprennent certains actes graves d'abus et/ou de négligence. En outre, deux infractions de catégorie 2 en l'espace de trois ans sont élevées à la catégorie 1 et le sujet est inscrit sur le SEL. Il sera interdit aux personnes inscrites sur la liste SEL d'être embauchées par une agence ou un fournisseur géré par l'État, certifié ou agréé, qui s'occupe de personnes ayant des besoins spéciaux.

Les prestataires de services sont tenus de vérifier la SEL avant d'embaucher du personnel. Le SEL n'est pas une liste publique et seules les personnes autorisées dans les agences fournisseurs ont accès au SEL dans le cadre de la sélection préalable à l'embauche.

## PROCESSUS DE REVISION DES INCIDENTS

<b>ADMISSION</b>	Une allégation est signalée au registre central des personnes vulnérables.
<b>CLASSIFICATION</b>	L'allégation est classée soit comme un incident à signaler (p. ex., incident de violence) ou un incident non à signaler (p. ex., enquête générale).
<b>ENQUÊTE</b>	Pour les enquêtes sur les abus et la négligence, le Centre de justice assume la responsabilité de l'enquête. Centre de justice assumera la responsabilité d'enquêter sur les allégations les plus graves et déléguera les incidents moins graves à l'agence de surveillance de l'État appropriée. Si le centre de justice enquête, l'affaire sera confiée à un enquêteur du centre de justice.
<b>DETERMINATION</b>	Après l'enquête sur les abus et/ou la négligence est terminée - que ce soit le centre judiciaire, l'organisme de surveillance de l'État ou le prestataire de services - le centre judiciaire examine le dossier et détermine si chaque allégation <b>est fondée ou non</b> . Les rapports qui ne sont pas fondés sont immédiatement scellés. Une conclusion non fondée n'exclut pas d'autres conséquences, notamment une action disciplinaire.
<b>POURSUITES</b>	Pour les affaires criminelles, les poursuites peuvent être poursuivies par le Centre de Justice ou le procureur de district local.
<b>LISTE D'EXCLUSION DU PERSONNEL</b>	Les sujets ayant fait l'objet de constatations de catégorie 1 seront placés sur la liste d'exclusion du personnel (SEL)..
<b>CONTESTATION</b>	Les sujets ont le droit de contester les conclusions d'une enquête.



## POUR PLUS D'INFORMATIONS

### Quelle assistance est fournie par le Centre de Justice aux individus et aux familles ?

L'unité de soutien aux personnes et aux familles (IFSU) est une ressource pour les victimes d'abus et/ou de négligence, leurs familles, leurs représentants personnels et leurs responsables.

représentants personnels et les responsables légaux. Les défenseurs fournissent une assistance dans divers domaines, notamment:

- Des conseils et des informations sur le processus de signalement et d'enquête
  - soutien pendant les affaires et procédures pénales
  - Accompagnement lors des entretiens avec les victimes
- Des mises à jour sur l'état du dossier  
Tous les services sont gratuits.

L'unité de soutien aux personnes et aux familles est ouverte du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h. Pour contacter un Avocat :

**Appelez:** Le numéro gratuit 1-800-624-4143 et demandez le soutien individuel et familial. Pour les utilisateurs de relais, veuillez composer le 7-1-1 et donner à l'opérateur le 1-800-624-4143. Des services de traduction sont également disponibles.

**Courriel:** [supportcoordinator@justicecenter.ny.gov](mailto:supportcoordinator@justicecenter.ny.gov)

**Télécopie:** (518) 457-5180

**Formulaire en ligne:** [www.justicecenter.ny.gov/contact-individual-and-family-support-unit](http://www.justicecenter.ny.gov/contact-individual-and-family-support-unit)

### Où puis je trouver de l'aide sur les questions et services liés au handicap?

Le centre de ressources pour les personnes handicapées du Centre de justice (Justice Center's Disability Resource Clearinghouse) dispose d'informations sur les programmes, services, lois et règlements liés au handicap. Le Clearinghouse renvoie à des ressources provenant d'agences locales, étatiques, fédérales et nationales, ainsi que d'organisations à but non lucratif. Le centre de justice fournit un large éventail d'informations qui peuvent être utiles aux personnes handicapées, à leurs familles, aux soignants et aux défenseurs. Pour plus d'informations, consultez le site <https://www.justicecenter.ny.gov/disability-resource-clearinghouse> ou appelez le numéro gratuit 1-800-624-4143 ou envoyez un courriel à [infoassistance@justicecenter.ny.gov](mailto:infoassistance@justicecenter.ny.gov)

**Comment puis-je signaler un abus et/ou une négligence?**  
Pour signaler un abus ou une négligence, appelez gratuitement, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, le 1-855-373-2122 ou le 7-1-1 (TTY).